



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

A2026-0042

Reçu le 16/12/2025



**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté n° 2025-PREF/DCPPAT/BUPPE/ 414 du 16 décembre 2025
mettant en demeure la société ORCA MARÉE de respecter les prescriptions
applicables pour son établissement situé 11/13 boulevard de l'Europe
sur le territoire de la commune de WISSOUS (91320)**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 27 août 2025 portant nomination de Mme Fabienne BALUSSOU, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 21 octobre 2025 portant nomination de M. Johann MOUGENOT, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet d'Evry,

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF-DCPPAT-BCA-380 du 3 novembre 2025 portant délégation de signature à M. Johann MOUGENOT, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 92.0777 du 9 mars 1992 autorisant la société FIMACO à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement situées 68 rue Guillaume Bigourdan à Wissous,

VU le récépissé de déclaration de succession délivré le 29 février 2000 à la société CARLAP pour la reprise de l'exploitation des activités précédemment exploitées par la société FIMACO,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° PREF.DRIEE.2014-0042 délivré le 3 juillet 2014 à la société PREST-LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 11/13 Boulevard de l'Europe – BP 46 – 91320 WISSOUS, pour la reprise de l'exploitation des installations sises 11/13 Boulevard de l'Europe à WISSOUS, précédemment exploitées par la société CARLAP,

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/575 du 11 août 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société PREST-LOGISTIQUE pour l'exploitation des installations suivantes situées 11-13 boulevard de l'Europe à WISSOUS :

- 4735-1.a (A avec bénéfice d'antériorité): Emploi ou stockage d'ammoniac (quantité : 3 500 kg)
- 1511-3 (DC avec bénéfice d'antériorité) : Entrepôts frigorifiques (volume : 25 000 m³ ; 2 500 tonnes)
- 2921-b (DC avec bénéfice d'antériorité) : Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air de type circuit primaire fermé (puissance thermique totale évacuée : 1 021 kW),

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n° PREF.DRIEAT.2024-0006 du 17 juin 2024 à la société WISSOUS FROID pour la reprise de l'exploitation des installations précédemment exploitées par la société PREST-LOGISTIQUE,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°PREF.DRIEAT.2025-0015 du 8 septembre 2025 à la société ORCA MARÉE pour la reprise de l'exploitation des installations précédemment exploitées par la société WISSOUS FROID,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 27 octobre 2025, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 21 octobre 2025, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 21 novembre 2025 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant au courrier préfectoral susvisé,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 21 octobre 2025, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- absence d'un plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux,
- absence d'un réseau de collecte des eaux de type séparatif, permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées et des eaux pluviales non susceptible d'être polluées,
- absence d'analyse de la qualité des eaux pluviales rejetées,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de :

- l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté préfectoral n° 2015-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/575 du 11 août 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société PREST-LOGISTIQUE pour l'exploitation des installations situées 11-13 boulevard de l'Europe à Wissous,

CONSIDÉRANT que les éléments transmis par courriel le 20 novembre 2025 par l'exploitant ne permettent pas de lever l'ensemble des non-conformités constatées,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ORCA MARÉE de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société ORCA MARÉE, exploitant une installation de transformation et de stockage des produits de la mer sise 11/13 Boulevard de l'Europe 91320 WISSOUS, est mise en demeure de respecter les prescriptions de:

- l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article 3.1 – Plan des réseaux, en disposant d'un plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux, **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;**

- l'arrêté préfectoral n° 2015-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/575 du 11 août 2015 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société PREST-LOGISTIQUE pour l'exploitation des installations situées 11-13 boulevard de l'Europe à Wissous et notamment les points suivants de l'article 2.3 – Prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux :

- point 5° - en équipant le site d'un réseau de collecte des eaux de type séparatif, permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées et des eaux pluviales non susceptible d'être polluées, **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;**
- point 8° - en réalisant une analyse de la qualité des eaux pluviales rejetées, **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.**

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

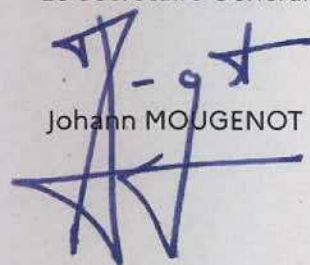
ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société ORCA MARÉE, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information au Sous-Préfet de PALAISEAU et au Maire de WISSOUS.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général


Johann MOUGENOT

